

Ça branle dans le manche

Après avoir couvert Benalla, Macron vient de promouvoir comme consul à Los Angeles un obscur écrivain, Philippe Besson, qui lui avait rédigé un livre en son honneur. Barbouzes, lèche-bottes, copains et coquins... Décidément, celui qui nous accuse de rester dans le passé, multiplie les turpitudes propres à tous les gouvernants, d'hier ou d'aujourd'hui.

Les casseroles

Une impopularité record. Une vague de contestation sociale au printemps. Cela n'a pas empêché Macron de rester dans sa bulle et de poursuivre son offensive à l'été quitte à sombrer dans le ridicule. On a d'ailleurs bien eu envie d'« aller le chercher » en juillet, comme il le proposait.

Après avoir insisté pour se faire construire une piscine à 34 000 euros, il est allé nager dans la mer devant un parterre de caméras. Mais la tasse, il l'a bue à la rentrée quand son ministre de l'écologie, Nicolas Hulot, pourtant chien fidèle, a quitté le navire face à la provocation de trop : la présence d'un « lobbyiste » de la chasse dans une réunion gouvernementale sur la réforme de la chasse.

C'est que même les promesses écologistes de Macron se sont transformées en chasse à tous ses réfractaires, au nom du Make Capital Great Again.

Le gouvernement des licenciers

La rentrée s'est ouverte sur une série de mesures « en faveur du travail » paraît-il. Entendez par là de nouvelles suppressions de postes dans la fonction publique (4 500 en 2019 et 10 000 en 2020) ; une défiscalisation des heures supplémentaires qui en fait va se traduire par 19 000 emplois en moins.

Les attaques fusent de partout. Le gouvernement annonce un quasi-gel des retraites, des prestations familiales et des aides au logement. Il a décidé de s'en prendre aussi aux chômeurs, avec entre autres son intention d'imposer une dégressivité des allocations chômage qui oblige les chômeurs à accepter n'importe quelle offre d'emploi sous-payé. Et le président du Medef, à

l'ouverture du round de négociations avec les syndicats, d'en rajouter en proposant de « tout remettre à plat » pour équilibrer le budget des caisses... en baissant les allocations.

Entretemps, c'est le jackpot pour les entreprises cette année qui vont bénéficier de la transformation du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse permanente des charges. Autrement dit, il s'agit de la pérennisation des milliards accordés chaque année aux grosses boîtes qui continuent de licencier. Pas moins d'un tiers des fleurons du CAC 40 dont les bénéfices explosent, ont ou vont licencier cette année.

Ainsi, les bénéfices de PSA sont en hausse de 18 % cette année. L'entreprise peut remercier tous les gouvernements successifs qui se sont jetés à ses pieds et l'ont grassement assistée alors qu'elle multipliait les fermetures de sites.

Une colère sans frontières

Pas plus que les profits, les attaques anti-ouvrières, anti-pauvres et anti-immigrés ne connaissent de frontières.

Le week-end dernier, les manifestations avaient encore lieu dans plusieurs villes de Russie pour dénoncer la réforme des retraites que Poutine a imposée en juin, profitant du Mondial de foot. Les manifestants ont marqué les premiers points mais la mobilisation continue.

Alors, ici aussi, souhaitons que la mobilisation qui bourgeonnait au printemps reprenne en automne en se généralisant. Les raisons de la colère sont toujours là, toujours plus nombreuses. Et l'arrogance d'un Macron ne demande qu'à être mouchée.

Retour vers le futur

Fin juin un collègue travaillant sur les bancs a été licencié pour une faute rétroactive. La direction lui reproche de ne pas avoir suivi des consignes de sécurité postérieures à l'accident dont il a été victime.

Cet accident a mis en évidence des défauts de consignes de sécurité ou de formation mais c'est notre collègue qui porte le chapeau. Pour faire passer la pilule parmi nous, des rumeurs malveillantes sur son investissement et son travail ont circulé. Après 30 ans de boîte il est sali en plus d'être licencié.

Il compte se défendre ! Apportons lui notre soutien car cela peut arriver à chacun d'entre nous.

La rentrée des casses

Ça y est, nous voilà 450 de plus à Carrières avec l'arrivée de nos collègues de La Garenne. Nous sommes dorénavant abonné aux rituels des bureaux dynamiques chaque matin, en espérant trouver une place libre auprès de nos collègues. Du self surchargé aux heures de pointes où on ne peut même plus se retourner près des présentoirs sans rentrer dans un voisin et des caissières qui travaillent à un rythme effréné. C'est la rentabilité à la sauce PSA, compactage des sites industriels et techniques.

PSA ou l'ABC du capitalisme

Tavares, le PDG de PSA a annoncé que le site de Valenciennes devait presque doubler sa production d'ici deux mois. Mais on se demande bien comment ! Les ouvriers qui fabriquent des boîtes de vitesse croulent déjà sous la charge de travail et ne parviennent pas à satisfaire les commandes, ce qui finit par bloquer la production des usines d'assemblage... Les pannes et les cadences infernales sont la conséquence de la politique de réduction d'effectifs et de sous-investissement menée par PSA depuis des années. Toutes ces économies faites sur le dos des salariés qui ont fait exploser les profits des actionnaires paralysent maintenant la production.

Mais avec son arrogance, Tavares risque de finir par pousser le bouchon un peu trop loin. À quand le retour de boomerang ?

Le cash flow fait sur notre dos

Les résultats financiers du premier semestre 2018 dépassent toutes les espérances de PSA. Avec 1,481 milliards d'euros c'est une hausse de 18 % par rapport à l'an dernier.

Monsieur 18 000 €/jour est satisfait, c'est une rentabilité record. Elle s'appuie sur les dizaines de milliers de suppressions d'emplois imposées ces dernières années, le compactage ou la fermeture de sites comme celui de La Garenne avec déménagement forcé et rallongement des trajets. C'est de la dégradation de nos conditions de travail que PSA tire ses bénéfices, il est urgent de riposter.

Qui peut le plus peut le moins

Alors que le nouveau cycle d'homologation dit WLTP est entré en vigueur début septembre, cet été la presse s'est fait écho de nouvelle tricherie. Certains constructeurs ne seraient pas une embrouille de plus pour arriver à leur fin. Ainsi, les niveaux de pollution actuels seraient provisoirement majorés pour partir sur une base plus élevée en 2021, base sur laquelle les futures réductions seront réalisés (-15% en 2025 et -30% en 2030). Pour payer moins de taxe, les capitalistes ne sont pas avares d'idées, on ne peut pas en dire de même pour nos salaires.

Macron a perdu son camouflage vert

Sans Nicolas Hulot, plus de caution « écolo »... Le ministre avait pourtant été fidèle au gouvernement, acceptant que les grands groupes industriels fassent la pluie et le bon temps en matière d'environnement. Sur les centrales nucléaires ou l'interdiction du glyphosate, Hulot avait dû avaler des couleuvres. Un an après, lassé de tenir ce rôle, il plie bagages.

Un ministre « vert » de plus ou de moins ne changera rien. Pour s'en prendre au diktat des « lobbies », seul un vrai bouleversement social pourrait changer la donne.

Réfugiés palestiniens : Trump leur coupe les vivres

Washington a récemment annoncé que les Etats-Unis cesseront de financer l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, une agence de financement d'écoles, d'hôpitaux ou encore de micro-crédits dont les activités seraient « irrémédiablement biaisées » selon le département d'Etat.

Cette décision fait suite au transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem en mai dernier alors même que les soldats israéliens tiraient sur des manifestants palestiniens.

Rapprochement La Poste-CNP : aucune assurance pour les salariés

Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, a annoncé le rachat de parts de l'Etat dans La Poste par la Caisse des dépôts qui deviendrait actionnaire majoritaire à plus de 50%. Par la même occasion La Poste servirait de guichet à la compagnie d'assurance CNP dépendant de la Caisse des Dépôts. Fini le service du courrier, vive les opérations financières !

Le ministre a beau assurer que l'entreprise restera publique, le désengagement de l'Etat alors que La Poste a réalisé des bénéfices records à plus de 850 millions d'euros en 2017 ne peut que laisser présager une future privatisation - comme pour GDF - et la poursuite de la politique qui a permis ces profits : licenciements massifs et alourdissement de la charge de travail pour les salariés.